

Unité bi départementale Calvados Manche

SAINT-LÔ, le 28/03/2023

477 Bd de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA FLORENTAISE

Le Grand Patis
44850 Saint-Mars-du-Désert

Références : 2023-216
Code AIOT : 0005307466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté 54 rue de Fresnes 50500 Baupte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- 54 rue de Fresnes 50500 Baupte
- Code AIOT : 0005307466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de la Florentaise située sur la commune de Baupte, fabrique des supports de culture normés à base de tourbe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la situation administrative
- Vérification de la gestion des eaux pluviales sur le site
- Vérification de la gestion des pollutions accidentelles
- Vérification de l'autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Collecte des effluents aqueux - Entretien et surveillance des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Collecte effluents - Protection des réseaux – Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Effluents - Différents circuits des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Effluents - Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles - Consignes	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 7.4.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Prévention des pollutions accidentelles - Mesures	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 9.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Modifications et Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/11/2018, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vérification des rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Installations sur le site	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.2.4	/	Sans objet
3	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Collecte des effluents aqueux - Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, la gestion des pollutions accidentelles et des eaux d'extinction en cas d'incendie s'améliorent mais la situation n'est pas encore satisfaisante. L'exploitant devra, dans un délai de trois mois, fournir un échéancier de travaux afin de sécuriser les rejets dans le milieu naturel, qu'ils soient chroniques ou accidentels. Par ailleurs, il devra, dans le même délai, mettre en place une surveillance de la qualité de tous les points de rejets dans le milieu naturel. A cet effet, il établira un plan de ses réseaux à une échelle adaptée permettant une lecture simple où seront indiqués les organes de sécurité et de traitement, assortis d'une légende claire.

Concernant les travaux en cours sur la zone ouest du site afin d'étendre la zone d'entreposage des produits finis, l'exploitant informera le préfet de cette modification, conformément à l'article 1.6.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Les actions demandées sont assorties d'une échéance de 3 mois faute de quoi, l'exploitant s'expose à des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Vérification des rubriques ICPE et leur classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rubriques ICPE sont : <ul style="list-style-type: none">- 2170-1 - régime A- 1532-3 - régime D- 2171 - régime D- 2260-2 - régime D- 2780-1 - régime D
Constats : 2170-1 - régime A : pas d'évolution, la capacité de l'atelier de support de culture n'a pas évolué - 1532-3 - régime D : pas d'évolution ; actuellement, il y a environ 4500m3 d'écorces sur le site – par contre, il s'agit de la rubrique 1532-2-b. - 2171 - régime D : pas d'évolution ; aujourd'hui, il n'y a plus de fumier de cheval sur le site, l'activité de compostage n'ayant pas encore été mise en œuvre - 2260-2 - régime D : pas d'évolution sur cette activité (broyage, concassage, ensilage ... de substances végétales et produits organiques naturels) - 2780-1 - régime D : sans d'évolution mais l'activité n'a pas été mise en œuvre sur le site
Observations : Le numéro de la rubrique relative au stockage des matières organiques est erroné dans l'arrêté préfectoral : il est indiqué 1532-3 alors qu'il s'agit de 1532-2-b. C'est sans incidence sur l'installation et la correction sera apportée lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral. L'exploitant fait remarquer qu'il n'a pas encore mis en œuvre l'activité de compostage 2780-1 mais l'envisage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, organisation des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (voir plan en annexe 2 du présent arrêté) : <ul style="list-style-type: none">• un bâtiment de bureaux (bâtiment 24),• un atelier de mélange calibrage comprenant trémies, broyeurs, cribles convoyeurs (bâtiment 25),• un bâtiment de conditionnement comprenant 3 chaînes d'ensachage et palettisation (bâtiment 26),• un bâtiment de stockage de matières premières (bâtiment 29),• un bâtiment de mélange calibrage stockage terre de gobettage (bâtiment 29b)• un bâtiment atelier maintenance (bâtiment 30),• un bâtiment de stockage matière première (bâtiment 42),• 1 bâtiment social (bâtiment 43)• une aire de stockage de la tourbe,• une aire de stockage du bois, écorces,• une aire de stockage des palettes,• une aire de stockage du produit Equisol vrac,• une aire de stockage des produits conditionnés,• une aire de compostage (repère 46)• une zone de chargement,• une réserve d'eau d'extinction incendie de 100 m3 raccordée à un surpresseur (repère 44)• une zone d'entreposage et de distribution de carburants (repère 47)• une aire de lavage des engins (repère 45)• trois séparateurs d'hydrocarbures• une infrastructure de liaison ferroviaire reliée à la tourbière.
Constats : L'inventaire des installations est fait avec l'exploitant. - Aujourd'hui, l'établissement dispose de 4 lignes d'ensachage dont une manuelle et trois automatiques. - L'aire de compostage n'a pas encore été aménagée, l'activité n'ayant pas encore été mise en service sur le site. - Le bâtiment 23 n'avait pas été référencé en 2016 lors de la signature de l'arrêté puisqu'il était toujours occupé par l'ancien propriétaire, la société Cargill, comme magasin de pièces détachées . Cargill a libéré ce bâtiment début 2023 qui va désormais être utilisé par la Florentaise pour y stocker des produits divers. Il est demandé à l'exploitant de préciser à l'inspection, l'usage qui sera fait de ce bâtiment 23. - le site dispose de 4 séparateurs hydrocarbure dont un serait toujours entretenu par la société Cargill, selon l'exploitant. Cette situation n'est pas usuelle et devra être clarifiée. - La zone de stockage de tourbe est bien identifiée sur le site. Par contre, il y a également des zones de stockage de tourbe au sud du site et, a priori, en dehors du périmètre ICPE de la Florentaise. L'exploitant vérifiera si ces stocks de tourbe se situent ou pas dans le périmètre de l'ICPE et, dans la négative, régularisera la situation en déplaçant ces stocks ou en portant cette modification du périmètre ICPE à la connaissance du préfet, conformément à l'article R 181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Origine des approvisionnements en eau Le site est connecté au réseau public de distribution d'eau potable. L'alimentation du site en eaux de process est assuré par un forage situé à proximité présentant un débit de prélèvement maximal de 18 m3/h. Ce forage alimente également la réserve incendie constitué d'une cuve tampon de 100 m3. Les prélèvements d'eau font l'objet d'un relevé au moyen d'un compteur totalisateur suivi par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. L'installation de compostage utilise une eau de recyclage en provenance de la lagune de traitement et éventuellement un appoint d'eau de surface en provenance du forage ou de la fouille.
Constats : La Florentaise utilise de l'eau provenant : - d'un forage sur le site voisin et géré par la société Cargill (munie d'un compteur) - de l'alimentation AEP (environ 800m3/an) L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter lors de l'inspection le relevé du compteur équipant la canalisant alimentant en eau depuis le forage CARGILL. L'exploitant doit fournir les relevés d'eau pour les années 2021 et 2022. L'appoint d'eau en provenance de la fouille n'a, selon l'exploitant, jamais alimenté le site ; l'exploitant a indiqué que cette installation avait été démantelée par Cargill.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Collecte des effluents aqueux - Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan mis à jour récemment. Ce plan n'est pas très lisible, son format est réduit et les légendes ne sont pas bien renseignées. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un plan à une échelle adaptée et facilement interprétable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Collecte des effluents aqueux - Entretien et surveillance des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Les réseaux ne font pas l'objet de contrôle de leur bon état. L'absence de contrôle peut avoir pour conséquence l'obturation d'une canalisation avec, in fine, un risque de pollution du milieu. Une pollution de la Judée a été détectée en février 2023. L'origine de cette pollution était due à une intervention sur une canalisation bouchée sur une zone où il n'y a pas de séparateur hydrocarbures. L'inspection a constaté que des travaux étaient actuellement en cours sur cette zone ouest. L'exploitant précise que c'est pour agrandir sa zone d'entreposage des produits finis. L'exploitant a prévu d'installer un séparateur avant le rejet des eaux pluviales de cette plateforme. L'inspection rappelle que les modifications envisagées sur le site doivent faire l'objet d'une information préalable au préfet, conformément à l'article R 181-46 du code de l'environnement. Une demande en ce sens est formulée au point de contrôle n°12. L'exploitant mettra en place un contrôle un bon état de ses réseaux dans les plus brefs délais et fournira à l'inspection le résultat de ce contrôle dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Collecte effluents - Protection des réseaux – Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection – Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur en amont du décanteur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne</p> <p>Constats : Plusieurs vannes manuelles ont été installées afin de protéger le milieu récepteur d'une pollution sur le site. Néanmoins, tous les points de rejets n'en sont pas encore équipés, notamment à l'Est du site et à proximité du stockage de tourbe.</p> <p>Une vanne d'isolement a été installée à proximité du bâtiment de production. L'exploitant a précisé qu'en cas d'incendie, cette vanne est à fermer rapidement. Les inspecteurs ont relevé que le sens de manœuvre de cette vanne n'était pas précisé sur place ou dans une consigne. Le personnel, pour confiner les eaux d'extinction, doit également réaliser un merlon avec les engins et les matériaux disponibles sur le site (tourbe) afin de contenir les eaux d'extinction d'un incendie survenant dans le local d'ensachage et éviter un déversement direct dans le milieu naturel (La Judée).</p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection, dans un délai de 3 mois, un échéancier de mise en œuvre de la protection du milieu récepteur sur l'ensemble de son site en cas d'accident (pollution, eaux d'extinction).</p> <p>Par ailleurs, il formalisera par des procédures écrites, les actions de protection du milieu à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle ou d'incendie et en informera le personnel dans les plus brefs délais. Ces procédures seront transmises à l'inspection dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Effluents - Différents circuits des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Différents circuits des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... Eaux issues de l'aire de lavage et des aires de circulation et de stationnement imperméabilisées : L'ensemble des voiries, parkings, aires de manœuvre et toutes les aires extérieures où sont susceptibles de transiter des effluents pollués sont étanches. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux issues de l'aire de lavage et les eaux de ruissellement sur les aires de circulation et de parking imperméabilisées transitent par des séparateurs d'hydrocarbures dimensionnés selon les règles de l'art avant d'être rejetées vers la Judée. Les installations de traitement sont inspectées périodiquement et nettoyées autant que de besoin afin d'éviter notamment leur obstruction. En particulier, les séparateurs à hydrocarbures sont inspectés au moins tous les 3 mois et nettoyé tous les ans. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'ensembles des surfaces imperméabilisées sont a priori équipées de réseaux spécifiques de récupération des EP susceptibles d'être polluées. Ces réseaux ne sont cependant pas tous équipés d'installation de traitement de type décanteur et séparateur hydrocarbure. L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer dans l'échéancier de mise en œuvre de la protection du milieu récepteur sur l'ensemble de son site, demandé au point de contrôle n°6 précédent, la mise en place d'ouvrages de traitement de type décanteur et séparateur d'hydrocarbures, au niveau des points de rejets qui n'en disposent pas encore. Un ouvrage de ce type est installé dans la partie sud-est du site mais n'est pas suivi par l'exploitant lui-même. L'exploitant a indiqué à l'inspection que cet ouvrage est toujours suivi pas la société Cargill qui l'avait mis en place pour traiter les résidus d'une pollution (fuite d'une cuve d'hydrocarbure) en amont de cet ouvrage. La cuve d'hydrocarbures a été inertée par l'ancien exploitant du site (a priori avec du sable) , les terres polluées excavées et éliminées et l'eau du terrain drainée vers l'ouvrage pour traitement avant rejet dans la Judée. Cet ouvrage est muni d'un boîtier d'alerte e, mauvais état apparent (voyant lumineux cassé) et l'exploitant ne peut affirmer que cet ouvrage a été contrôlé dernièrement. Les effluents issus de cet ouvrage se rejettent dans la Judée mais ne font l'objet d'aucun contrôle. L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer ce point de rejet aux contrôles de la qualité des rejets des eaux pluviales de son site et de se rapprocher de la société Cargill afin de disposer des résultats de l'entretien de cet ouvrage, dans un délai de 3 mois. L'exploitant devra également fournir les justificatifs de la dépollution opérée par GARGILL au niveau de l'ancienne station service ainsi que les justificatifs de neutralisation des cuves d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Effluents - Localisation des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux usées sanitaires et domestiques aboutit à une fosse toutes eaux. Les eaux des plateformes de pré-mélange et de stockage des palettes sont canalisées vers le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures n°1, son rejet se situe sur le ruisseau de la rue du Fresnes. Le réseau de collecte des eaux de ruissellement et de l'aire de lavage sont canalisées vers le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures n°2, son rejet se situe sur la Judée en amont du pont de la piste vers la tourbière. Le réseau de collecte des jus de compostage et des eaux pluviales de ruissellement de la plateforme de compostage transitent vers une lagune spécifique et son point de rejet se situe sur la Judée.
Constats : Après un contrôle sur site des installations, il s'avère que les points de rejet ne sont pas tous répertoriés et ne font pas tous l'objet d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées (conformément à l'article 9.1.4 de l'arrêté préfectoral du 10/11/2016 relatif à la surveillance des rejets d'effluents liquides) . L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son dossier en précisant tous les points de rejets, les ouvrages de traitement et les vannes de sécurisation du milieu récepteur en cas de pollution accidentelle ou d'incendie. Il réalisera également un prélèvement de tous les points de rejets pour vérifier la qualité des eaux rejetées. Les éléments relatifs à ce point seront transmis à l'inspection dans un délai n'excédant pas 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles - Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 7.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes en cas de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tel que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
Constats : L'exploitant a rédigé une consigne (intitulée [procédure en cas de pollution accidentelle – consigne en cas de pollution accidentelle]) qui est peu précise et ne formalise pas les actions à réaliser en urgence en cas d'accident. Par exemple : <ul style="list-style-type: none">- elle ne précise pas comment actionner une vanne pour la fermer ni où trouver la clef qui permet de le faire ;- elle ne délimite pas les secteurs à protéger ;- elle ne concerne que le secteur au sud du bâtiment de production En outre l'exploitant a indiqué que cette consigne n'était pas diffusée au personnel. L'exploitant formalisera par des procédures écrites, les actions de protection du milieu (sur l'ensemble du site) à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle ou d'incendie et en informera le personnel dans les plus brefs délais. Ces procédures seront transmises à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en cas de pollution accidentelle/sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme abordé dans les points de contrôle n°6 et 9, l'exploitant a commencé à écrire une consigne pour le secteur au sud du bâtiment de production afin de confiner les eaux en cas de pollution ou d'incendie.</p> <p>Pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie survenant au niveau de la zone du bâtiment d'ensilage, l'exploitant prévoit la réalisation d'un merlon pour éviter aux eaux d'extinction de s'écouler vers le milieu naturel.</p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection le résultat du calcul du volume nécessaire à ce confinement pour cette zone du site et le volume effectif du confinement prévu lors d'un tel évènement.</p> <p>Pour les autres zones du sites qui n'ont pas fait l'objet d'une réflexion de ce type, l'exploitant fera le calcul des volumes de confinement nécessaires, prévoira des zones de confinement adaptées et rédigera les consignes. L'exploitant transmettra ces éléments à l'inspection dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.1.3 Surveillance des niveaux sonores Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan prescrit à l'article 6.2.1.2 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur de l'environnement peut demander.</p> <p>Article 9.1.4 Surveillance des rejets d'effluents liquides Les eaux résiduaires après épuration font l'objet, avant rejets vers le milieu naturel, d'un suivi qualitatif selon les modalités suivantes : Fréquence : 1 fois par an Débit, pH (compris entre 5,5 et 8,5*), T° (<30°C*) MES : moyen 24h (<35mg/l*) DCO : moyen 24h (<300mg/l*) Hydrocarbures totaux : moyen 24h (<10mg/l*) *les résultats doivent être conformes aux valeurs limite de l'article 4.3.6</p> <p>Article 9.1.5 Surveillance des rejets gazeux canalisés L'exploitant procède dans un délai de 6 mois puis tous les 3 ans à compter de la notification du présent arrêté à une mesure des émissions de poussières sur ses rejets atmosphériques canalisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de rejets gazeux canalisés sur le site.</p> <p>Surveillance des rejets aqueux : Le laboratoire LABEO fait des prélèvements tous les 3 mois sur les points de rejets du site. Comme indiqué dans le point de contrôle n° 8, certains points de rejets ne font pas l'objet de contrôles de la qualité des eaux.</p> <p>Par ailleurs, dans l'un des points de rejets contrôlé, l'inspection fait le constat que les prélèvements sont probablement réalisées dans une zone de mélange de l'effluent avec l'eau de la Judée, ce qui conduit à diluer l'échantillon. L'exploitant fera en sorte que les prélèvements réalisés correspondent bien au rejet des eaux pluviales et non à un mélange.</p> <p>L'exploitant mettra en place, dans un délai n'excédant pas 3 mois, la surveillance de tous les points de rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur son site (Cf. demande du point de contrôle n°8).</p> <p>Les inspecteurs ont également relevé que les paleplanches des berges de la rivière Judée, au niveau du point de rejet n° 3 menaçaient de s'effondrer dans le cours d'eau. L'exploitant doit engager des travaux de réparation des berges dans les meilleurs délais.</p> <p>Surveillance des niveaux sonores : Les mesures ont été réalisées par l'entreprise CPIA (76130) le 8/07/2021 et ne montrent pas de dépassement des niveaux autorisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Modifications et Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite de terrain sur le site, l'inspection a constaté que des travaux étaient en cours sur la zone Ouest du site, pour créer une nouvelle zone d'entreposage. L'inspection rappelle que les modifications réalisées sur le site doivent faire l'objet d'une information préalable au préfet, conformément à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
L'exploitant réalisera un porter à connaissance relatif à cette modification qu'il transmettra au préfet dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 - II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : Les inspecteurs ont observé 5 fûts contenant des liquides dangereux hors rétention. De plus, les quelques fûts d'huile entreposés sur rétention le sont sur des cuvettes dont le volume est manifestement inférieur à 800 L. L'exploitant a précisé qu'il était en train d'emménager dans ce local et qu'il n'avait pas anticipé la commande de cuvettes de rétention en nombre suffisant.
L'exploitant veillera, dans les plus brefs délais, à placer sur des rétentions de capacité suffisante, les fûts identifiés dans le magasin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois